Sondages contrôlés

La commission des lois a adopté le rapport de Jean-Pierre Sueur (Soc, Loiret) sur la proposition de loi d'Hugues Portelli (Ump, Val-d'Oise) sur les sondages politiques. Cette proposition est issue du rapport d'information publié en octobre dernier par les deux sénateurs, intitulé : « Sondages et démocratie : pour une législation plus respectueuse de **la sincérité dans le débat politique** ».

La loi du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion des sondages d'opinion devrait donc être totalement modifiée. La notice obligatoirement déposée auprès de la commission des sondages 24 heures avant la publication devra préciser **les critères précis de redressement** des résultats bruts et indiquer la proportion des personnes n'ayant pas répondu à l'ensemble du sondage (et non plus seulement à chacune de ses questions). [Ndlr : *quand une personne refuse de répondre, elle ne figure pas dans l'échantillon.*]

La commission des sondages devra être composée de onze membres (six magistrats et cinq personnalités qualifiées : science politique, droit public, sciences sociales, mathématiques et statistiques). Les sondages ne pourront plus être publiés de la veille d'une élection à la fermeture du dernier bureau de vote le jour du scrutin, mais on pourra continuer à commenter les anciens sondages.